# Conseil national des 4 et 5 octobre 2025

## Résolution politique

### 1. International

La situation géopolitique internationale résulte fondamentalement de l'aggravation des contradictions du capitalisme mondial, dominé par l'impérialisme états-unien.

Comme nous l'indiquions dans la précédente résolution en mai dernier (**lien**), dans leur lutte stratégique contre la Chine, les États-Unis poursuivent leur objectif de la neutralisation diplomatique de l'Europe et de son asservissement économique avec la mise en place accélérée d'un impérialisme tributaire.

Le 27 juillet 2025, la présidente de la Commission européenne a immédiatement répondu positivement aux injonctions de Trump, en acceptant notamment d'acheter aux États-Unis des hydrocarbures issus du gaz de schiste pour un montant estimé à 750 milliards de dollars durant les trois prochaines années. L'Union investirait au moins 600 milliards de dollars aux États-Unis d'ici 2029.

Le Parti de Gauche se saisit de ces nouveaux éléments qui bouleversent la géopolitique internationale pour mieux comprendre et agir. Déjà deux contributions « Qui est en guerre contre qui ? » (**lien**) et la marche à la guerre qu'entraîne le conflit en Ukraine ont fait l'objet d'un groupe de travail qui a produit des échanges et pistes avec un texte pour ce Conseil national.

Les tentatives guerrières d'Emmanuel Macron sont inversement proportionnelles aux capacités à trouver une issue diplomatique et politique à la guerre menée par la Russie depuis trois ans. Les récents incidents de frontière, avec l'implication de forces de l'OTAN, marquent le franchissement d'un nouveau palier dans un cycle de provocations mutuelles.

Au Proche et Moyen-Orient, Israël agit en toute impunité dans sa volonté de rayer le peuple palestinien de la terre de Palestine par le génocide à Gaza, et d'annexer totalement la Cisjordanie occupée.

Cette politique criminelle n'est possible qu'avec le soutien effectif des États-Unis et la complicité de l'Union Européenne qui se refuse à toute sanction de la politique sioniste, à l'exception notable du gouvernement espagnol qui a pris ses responsabilités.

Malgré la reconnaissance tardive et quasi symbolique de l'État de Palestine par la France, le Parti de Gauche rappelle le principe de l'autodétermination pleine et entière du peuple

palestinien (article 1 de la Charte des Nations-Unies). Contrairement à l'exigence d'Emmanuel Macron, cette reconnaissance ne doit être assortie d'aucune condition.

Par contre, la viabilité d'un État de Palestine et la reconnaissance de l'intégralité des droits nationaux du peuple palestinien sont rendus impossibles si les colonies ne sont pas totalement démantelées ni les 750 000 colons chassés de la Palestine occupée et si le droit au retour des réfugié·es palestinien·nes n'est pas garanti.

Sans ces deux conditions, la solution à deux États devient une chimère.

## 2. La crise de la Veme République s'accélère

Le président Macron est très minoritaire et s'entête à ne pas respecter le résultat des élections législatives de 2024. Il multiplie l'usage de Premiers ministres fusibles jusqu'au court-circuit définitif qui entraînera sa chute.

Bayrou a été désavoué par les deux tiers du parlement. Lecornu devrait subir le même sort.

La brutalité anti-démocratique se traduit par une violence complotiste extrême contre la France insoumise, principal parti d'opposition et d'alternative.

### La crise institutionnelle se double de la révolte du peuple et la lutte des classes

**Un budget de combat**

- La bourgeoisie veut en finir avec les droits sociaux, la redistribution sociale, les services publics, flattant l'extrême droite. Elle est belliciste avec l'augmentation accélérée du budget militaire (2025-26 au lieu de 2030). L'attaque inédite sur les 2 jours travaillés non payés (annoncée le 10 août) a mis le feu aux poudres.

- **Le Capital se gave pendant que le peuple souffre**
  La révélation du détournement de fonds de 270 milliards par an d'argent public pour le Capital sans contrôle ni contrepartie renforce la colère sociale dans la construction des mouvements sociaux des 10 et 18 septembre.

- **La bourgeoisie en panique avec la séquence des 8/10/18 septembre :**
- Bayrou, Premier ministre, attaque et décrédibilise son propre pays avec sa logique mortifère de la dette insoutenable qui a conduit les agences de notation à baisser la note de la France sur les marchés financiers. L'engagement de responsabilité de Bayrou a été largement contraint par la crainte du mouvement « Bloquons tout ».
- La question du pouvoir est maintenant posée, ce qui peut en partie peser sur la mobilisation. La violence et le quadrillage policiers exceptionnels du 10 septembre attestent des enjeux.

- **Bloquons tout**
- Symptôme de la crise *« en haut on ne peut plus, en bas on ne veut plus»*. Le mouvement est parti de quelques « Nicolas » (incarnation au XXIe siècle du poujadisme), mais a complètement échappé aux fascistes pour se situer dans un centre de gravité de revendications de répartition de la richesse et de contrôle démocratique, dans lequel l'extrême droite n'a pas pu avoir sa place. C'est en soi une victoire idéologique et politique.
- Le mouvement de masse qui pose la question du pouvoir charrie tout à l'instar des Gilets Jaunes (à la différence d'initiatives Nuit Debout plus idéologiques et plus cantonnées socialement).
- La force du mouvement en cours est attestée par une poussée de la base syndicale : évolution de la CGT, passée d'une position classique de distance à soutien et d'autres appels et aussi FO à sa façon dans le dépôt de préavis de grève, engagement très tôt et nationalement de Solidaires. Cela s'est traduit par des assemblées générales larges et unitaires dans les localités et les

départements et surtout beaucoup plus nombreuses sur les lieux de travail, y compris par rapport au mouvement sur les retraites, renforçant la confiance et la conscience de classe.

- Le 10, il y a eu une jonction classique entre la jeunesse et les secteurs/lieux traditionnellement les plus mobilisés du salariat, mais avec l'émergence d'une auto-organisation prometteuse.
- Le 18, l'appel intersyndical a aussi traduit une exigence politique « Stop budget Bayrou ». Dans les manifestations, la mise en avant des 250 milliards au Capital indique que les recettes existent très largement pour mener des politiques d'augmentation des salaires, de services publics et d'intérêt général.
- L'arme psychologique de la dette et de « trop de dépenses publiques » est maintenant battue en brèche dans une partie de plus en plus grande du peuple. C'est une deuxième victoire idéologique.

**Un million de manifestant·es le 18 septembre traduit la colère sociale et l'attente politique dans la grève et la lutte.**

L'intersyndicale a fixé un ultimatum à Lecornu sur les revendications portées le 18 septembre. Les exigences sont de plus en plus grandes vis à vis des directions syndicales pour rythmer le mouvement en cours, le fortifier et le généraliser. Au moment où nous écrivons ces lignes, nous ne connaissons pas encore la prochaine date de mobilisation de l'intersyndicale.

## 3. L'affrontement politique se radicalise, les clivages sont limpides

La radicalisation correspond à l'approfondissement de la crise politique. Avec la nomination de Lecornu, Macron se bunkerise, mais sur une base qui s'effrite et un parti Renaissance qui s'autonomise sous l'impulsion de son dirigeant Gabriel Attal, ex Premier ministre de Macron.

A gauche, en un an on est passé du NFP, cadre unitaire, même limité, à une situation de division exacerbée évidemment très négative.

Le PS s'affirme de façon croissante comme garant essentiel de la stabilité de l'ordre bourgeois : non seulement négativement (refus de voter la censure en février), mais maintenant positivement, en se proposant au gouvernement début septembre.

Le ballet ridicule des configurations dites « unitaires » et des primaires est en partie le résultat des ambitions individuelles et de la volonté de survie des appareils, en particulier locaux. Cela témoigne de l'ampleur de l'enjeu : l'arrivée au pouvoir d'un gouvernement marqué à gauche (même ultra-pâlichon) aurait pu ouvrir les vannes d'un déferlement social et démocratique incontrôlable.

**La radicalisation du bloc bourgeois dérive vers l'extrême droite**

La classe bourgeoise et l'oligarchie politico-médiatique refusent tout compromis tant sur le partage de la valeur ajoutée que sur la fiscalité. Bernard Arnault compare même Zucman, auteur de la taxe du même nom, à un militant d'extrême gauche. C'est très révélateur.

D'une part, la haute bourgeoisie s'arc-boute sur ses privilèges, comme la noblesse dans l'Ancien Régime, au risque de tout faire péter, alors qu'une partie de la bourgeoisie éclairée préfère lâcher du lest avec 2% sur les patrimoines au-dessus de 100 millions d'euros, ce qui n'est pas vraiment du bolchevisme.

Le Parti de Gauche rappelle que nous nous battons aussi pour des avancées concrètes, même petites, comme la taxe Zucman, mais notre objectif stratégique est révolutionnaire.

Nous ne nous battons pas pour rendre le capitalisme plus moral et moins cruel, nous luttons pour construire une alternative sociale, écologique et démocratique à ce système d'exploitation et d'oppression, irredressable par nature.

**La France Insoumise est jusqu'à présent le seul axe de résistance à vocation majoritaire**

Sur tous les terrains (médiatique et politique), avec un niveau de mauvaise foi colossal, la pression est maximale, contre nous, contre la France Insoumise, et il n'est pas forcément facile d'y résister.

PS, Parti Les Ecologistes, PCF, en quête de respectabilité, ont des positions différentes sur leur propre participation à un gouvernement, mais unanimes dans la mise au ban de LFI, dans un (improbable) gouvernement « de gauche » comme pour une candidature LFI à la présidentielle. C'est un acharnement suicidaire qui, en l'absence de programme de rupture, pourrait amener la victoire de l'extrême droite.

**L'international est devenu un enjeu de politique intérieure**

Cette radicalisation se manifeste aussi sur ce plan. Il n'est plus question de non-alignement. Le choix du ministre des Armées comme Premier ministre est aussi lié à la volonté de Macron de prendre le « lead » sur l'Ukraine, de même que ses propos délirants sur l'ours russe.

L'alignement atlantiste de la gauche traditionnelle est complet, des insultes du député européen EELV David Cormand au soutien du PS à l'envoi de troupes françaises en Ukraine.

**Macron destitution !**

Nous participons pleinement à la campagne en ce sens car c'est le seul mot d'ordre correspondant à la situation, à cause de la Veme, de la radicalisation de la bourgeoisie française et de l'exaspération du peuple. Il y a conscience qu'une deuxième dissolution risque fort d'aboutir au même blocage, conscience qui peut conduire à l'abstention à gauche et au contraire au vote RN à droite. La participation de député·es PCF et écologistes au dépôt de la résolution à l'Assemblée est un signe très encourageant de lézardes dans la coalition anti-LFI.

## 4. Construire la rupture et l'alternative

### Nécessité du front unique

C'est le cadre général, comme défini dans la résolution du CN de mai 2025.
Nous rappelons ici nos principes et notre méthode
*Le Front unique est la nécessité de faire barrage à l'extrême droite sur des bases sociales, antiracistes et démocratiques. C'est la responsabilité des organisations du mouvement ouvrier et démocratique.*

- *Pour cela, il faut un fonctionnement collectif et une solidarité de façon à donner à voir une alternative concrète et une culture commune.*
- *Cette unité n'est pas l'unanimisme. Chacune des organisations peut mener sa politique avec ses propositions utiles à la lutte commune.*
- *Cette unité se construit sur le terrain et à la tête des organisations.*
- *Le Front unique n'implique pas une unité électorale qui le confondrait avec l'Union de la Gauche.*

### Pour la paix, agir contre la guerre

La paix, en Ukraine comme à Gaza, ne peut être atteinte que par l'action des peuples. Nous soutenons partout les mobilisations et les organisations qui combattent le génocide à Gaza. Nous refusons la marche à la guerre motivée par le conflit en Ukraine. Le Parti de

Gauche s'engage activement pour la construction d'un mouvement anti-guerre non-aligné, en participant aux actions concrètes d'une action anti-guerre qui émergent, en particulier en participant au rassemblement du 5 Octobre.

## Elections municipales

**Rappel des décisions stratégiques de congrès et de CN**

Le Congrès de Rennes a confirmé que le Parti de Gauche est partie intégrante du mouvement insoumis (cf. partie 3.a. de la résolution de Congrès intitulée « Le rôle du Parti de Gauche, dans le mouvement insoumis et sein de la gauche »). Cette orientation a été confirmée par le Conseil national à de nombreuses reprises depuis la création de la France insoumise.

Ainsi, conformément à l'article 21 des Statuts, nous ne pouvons « présenter ou soutenir des candidat·es contre des candidatures validées dans le cadre de la stratégie adoptée ».

Le même article ajoute « le Secrétariat exécutif national valide en dernier ressort tout soutien du Parti de Gauche à une candidature ou une liste, et tout apport éventuel du logo. »

**Les Municipales**

La commune étant la cellule de base de la République, les prochaines élections municipales sont avant tout un moment et un espace de politisation politique autour des ruptures envisageables avec les politiques d'accompagnement du capital local et régional.

Même si les élections municipales ont de fait un caractère national, le même jour, dans tout le pays, elles ne constituent pas l'élément central de la prise du pouvoir.

Nous ne devons pas créer en nous et autour de nous l'illusion que le rapport de forces entre les classes sociales serait modifié à partir de ces élections.

Le Parti de Gauche les aborde donc comme une échéance pour populariser, mettre en œuvre des radicalités concrètes et gagner des positions dans les institutions.

LFI a édité une boîte à outils utile pour les municipales. Il nous semble néanmoins indispensable de concentrer les axes sur des radicalités concrètes quotidiennes, autant de leviers dans une logique écosocialiste.

Rappel des 5 points programmatiques centraux que nous avions retenus au Conseil National de mai dernier sur les municipales :

- Rétablir la totalité des crédits et subventions amputés aux collectivités locales pour mener les politiques de services publics et de libre administration sans avoir « la corde au cou ». Notre campagne nationale sur le hold-up de plus de 250 milliards sur les collectivités locales est donc très utile pour établir « en miroir » les moyens qui manquent aux communes **lien du 4 pages**
- L'école, priorité municipale.
- Des transports publics plus nombreux et partout, avec l'objectif de la gratuité.
- Des logements dignes pour toutes et tous, l'encadrement des loyers.
- Propriété et gestion collective de l'eau, de l'assainissement, des déchets et du recyclage

**Lien vers les formations PG34**

Nous poursuivons notre campagne de fond « Hold-up sur les collectivités locales / Rendez-nous l'argent pour nos services publics ». Par sa pertinence et son chiffrage régional et départemental, cette campagne nous permet d'aborder concrètement la question des moyens pour les municipales.

## L'utilité du Parti de Gauche

Le Parti de Gauche travaille à améliorer son utilité et sa visibilité dans les luttes, les débats et les réponses programmatiques.

Distribués à plus centaines de milliers d'exemplaires depuis des années, nos autocollants, régulièrement réactualisés au plus près de la situation politique et des attentes du mouvement social sont clairement identifiés dans les luttes et les manifestations.

La programmation de vidéos (*Trait d'Union*) **lien** avec des protagonistes de la société mobilisée sont aussi un marqueur de ce que le Parti de Gauche peut apporter politiquement. Il faut s'en saisir.

Dans un monde en ébullition où la complexité des changements bouscule nos analyses, nos certitudes mais pas nos principes, nous voulons continuer à porter notre engagement et notre centralité programmatique.

Nous élaborons des publications, comme le prochain numéro de l'Intérêt Général intitulé "Guerre et Paix" avec des contributions de haut niveau (notamment Jean-Luc Mélenchon, plusieurs député·es, Michèle Sibony, universitaires, ...) et le dernier livre de Jean-Christophe Sellin, « *Comprendre et vaincre le fascisme* » déjà vendu à plus de 2 000 exemplaires.

Ces publications sont utiles pour organiser des débats, des formations et des réunions publiques.